



**USAID** | **MAROC**  
DU PEUPLE AMERICAIN



Projet de renforcement des jeunes dans  
les quartiers pauvres de la région de Casablanca

*Diagnostic Rapide Participatif de la situation des jeunes  
dans les bidonvilles Ennakhil-Nouaceur*

*(Ennakhil-Nouaceur)*

Février 2009

*Ce rapport a été réalisé grâce au soutien du peuple américain à travers l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID). Son contenu reste sous la responsabilité de Near East Foundation(NEF) et ne représente pas nécessairement le point de vue de l'USAID ou du Gouvernement des États-Unis.*

## Sommaire

Introduction .....	4
1. Contexte.....	5
1.1. Principaux indicateurs socio-économique du bidonville Ennakhil.....	6
1.2. Services et équipements socio-éducatifs dont bénéficient les habitants du bidonville et du nouveau site d'accueil.....	6
2. Situation des jeunes dans le bidonville.....	7
2.1. Problèmes prioritaires pour les jeunes.....	8
2.2. Du débat avec les jeunes en résulte ce qui suit.....	10
2.3. Les associations locales et les jeunes.....	11
2.4. Nature et fréquence des relations entre les associations et les jeunes.....	11
3. Recommandation générale .....	12

## Introduction

Cette analyse rapide de la situation des jeunes dans le bidonville Ennakhil a été élaborée par NEF en réponse aux besoins du projet « Renforcement des jeunes dans les quartiers pauvres de la région de Casablanca ». L'objectif principal de cette analyse est de rassembler des informations sur le projet concernant le quotidien des jeunes résidants dans le bidonville et de collecter des idées au niveau des différents acteurs locaux, notamment les jeunes et les associations communautaires.

L'analyse a été guidée par trois grandes questions :

- 1. Comment les jeunes décrivent-ils leurs vie / vécu dans le bidonville ?*
- 2. Quels sont les problèmes qu'ils rencontrent en tant que résidants d'un bidonville, quels en sont les causes et les conséquences ?*
- 3. Quels sont les points qu'ils souhaitent que le projet prennent en considération afin qu'ils puissent prendre part de manière concrète au changement?*

L'analyse a porté essentiellement sur l'examen de la documentation existante,<sup>1</sup> et les activités interactives de terrain, organisées à cet effet, à savoir :

1. Trois focus groups tenus avec plus de 40 jeunes, lors desquels les jeunes ont échangé autour de la situation et du quotidien du bidonville en ce qui concerne l'espace, l'organisation et les structures communautaires ( vécu dans le bidonville, problèmes et frustrations auxquels ils sont exposés, ainsi que changements qu'ils souhaiteraient voir se concrétiser).

2. Une table ronde regroupant les représentants de 3 associations actives dans le quartier. Le débat a porté sur les relations entre jeunes et associations, sur le rôle joué par les associations dans l'encadrement des jeunes et sur l'évaluation de leurs capacités (ceci en prévision du processus de renforcement des capacités de jeunes).

Ce rapport décrit la réalité des jeunes , leurs vécu et appartenance au bidonville. Il tente aussi de faire ressortir comment le projet pourra contribuer à créer un changement positif dans la vie des jeunes et de leur communauté.

---

<sup>1</sup> Il s'agit de la documentation produite par NEF lors de la mise en œuvre du Projet de la Gouvernance Locale au Maroc dans la Commune Urbaine de Nouaceur

## 1. Contexte

Situé au sud-ouest de la ville de Casablanca, la Province de Nouaceur est répertoriée parmi les territoires les moins développés de la région du Grand Casablanca, avec un taux de pauvreté atteignant 7,19% et un taux de vulnérabilité atteignant 13,04 %. Bien que la province englobe trois communes rurales (Bouskoura, Dar Bouazza, et Ouled Saleh) et une seule commune urbaine (Nouaceur), le taux d'urbanisation demeure important et s'élève à 44,45%. De plus, sur l'ensemble des préfectures et des provinces de la région du Grand Casablanca, Nouaceur enregistre le taux le plus élevé de croissance annuel (10.1).

De part sa situation géographique, la province dispose d'une bonne assise foncière et d'un capital important en matière de développement aéronautique, industriel et urbanisme. Elle représente un pôle d'attraction pour les investisseurs et jouera d'ici peu un grand rôle dans l'épanouissement de l'économie régionale.

La province de Nouacer compte 29 bidonvilles et 8.770 ménages, totalisant ainsi un nombre très important des populations vivant dans les bidonvilles : Un habitant sur cinq habite un bidonville et deux sur cinq habitent la municipalité de Nouaceur, chef de lieu de la province.

Aujourd'hui, la Province connaît une dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants grâce à l'introduction de services de base tels que l'eau potable, l'électrification, les réseaux d'assainissement et les équipements sociaux, ceci dans le cadre du programme Ville Sans Bidonville et l'Initiative Nationale du développement Humain.

Le bidonville Ennakhil est situé dans la commune urbaine de Nouacer. Ce douar compte 1.049 foyers et 5.160 habitants<sup>2</sup>. Il constitue à lui seul 40% de la population que compte la municipalité de Nouacer et 38% des ménages existants dans la municipalité.

Ce quartier était à l'origine une caserne militaire Américaine ensuite Française puis, est devenu en 1958 celle des forces armées royales. Retraités, ces militaires ont continué à y vivre. Au début des années 70, des civils en provenance des régions du grand Casablanca et de Chaouia - Ouardigha, commencèrent à s'y installer et c'est ainsi que le bidonville se constitua (46.14% de la population s'est installée dans le bidonville entre 1984 et 1992).

Les ville d'Ennakhil est composée de deux types de familles : des familles de militaires retraités et des familles de civils. Cette composition crée quelques disparités sociales et organisationnelles, les militaires se considérant comme propriétaires légitimes de ce quartier et les civils étant perçus comme des intrus.

De plus, les militaires considérés comme militaires de réserve ne peuvent adhérer à aucune organisation civile, telles que les associations. Ceci crée une situation de rejet de part et d'autre et explique le faible degré de solidarité sociale et la multiplication de conflit entre les membres de la communauté locale.

Le bidonville est actuellement en phase de transferts vers le nouveau site de relogement « complexe Ennakhil », situé à 2 Km du bidonville. À ce jour 400 familles ont été relogées, le relogement du reste des ménages est en cours. L'éradication totale du bidonville ne pourra se faire que d'ici un an.

---

<sup>2</sup> Rapport du diagnostic socio- économique du Bidonville Ennakhil, réalisé par NEF dans le cadre du PGL en Aout 2006

### **1.1. Principaux indicateurs socio-économique du bidonville Ennakhil**

Les principaux indicateurs résultant du diagnostic socio-économique réalisé par NEF en 2006, dans le cadre du projet d'accompagnement social se présentent comme suit :

- Les enfants de moins de 14 ans constituent près de 30,5% de l'ensemble de la population.
- La population active (15 à 59 ans) représente 65,84% (presque les deux tiers de la population concernée par l'enquête), et plus de 47 % est âgée de moins de 40 ans. Constat : une population jeune et active. La proportion de la population active est légèrement supérieure à celle enregistrée au niveau national et qui est de l'ordre de 64%.
- Le taux d'analphabète est très élevé par rapport à celui en milieu urbain ; il est de 47% chez les chefs de ménages et de près de 39% chez le reste de la population.
- la majorité de la population alphabète ne dépasse pas le niveau secondaire (59 %). Pour le niveau supérieur, il est de l'ordre de 1,5% chez l'ensemble de la population des groupements d'habitat.
- 0,5% soit 28 personnes parmi les 5172 ont pu suivre une formation professionnelle
- la population active occupée est de 1080 personnes, soit 21% de la population active, la population au chômage représente 15,5%.
- les revenus des ménages sont généralement irréguliers et très faible :
  - o 14 % des ménages sont sans revenu régulier ;
  - o 25% des ménages ont un revenu inférieur à 1000 Dh ;
  - o 49% des ménages perçoivent des revenus mensuels variant entre 1000 et 2000 Dh ;
  - o 2% des ménages ont un revenu mensuel supérieur à 3000 Dh.

### **1.2. Services et équipements socio-éducatifs dont bénéficient les habitants du bidonville et du nouveau site d'accueil**

Le bidonville se situe à environ 3 km de la commune de Nouacer. A part les bornes fontaines, il ne dispose d'aucune infrastructure de base.

Pour bénéficier des différents services, les habitants doivent se déplacer vers la municipalité de Nouacer ou la Commune urbaine de Deroua située à l'autre bout de la route principale reliant Casablanca à Berrechid.

Dans la municipalité de Nouaceur, les équipements existants sont :

- 1 école primaire ;
- Un collège ;
- Un dispensaire ;
- Une représentation de l'Entraide Nationale.

Cependant, les habitants ne bénéficient d'aucun moyen de transport pour se déplacer vers la municipalité, les moyens de transport disponibles sont les carrioles et les « taxis clandestins ».

Le nouveau complexe Ennakhil dispose d'une école primaire, et d'un centre multiservices pour les femmes (édifié dans le cadre du projet de gouvernance locale).

## 2. Situation des jeunes dans le bidonville

Selon les jeunes participants aux 3 focus groups tenus en Octobre, vivre dans un bidonville équivaut à « vivre dans la pauvreté totale ». La pauvreté ici n'est plus considérée comme un inconvénient imposé par le cadre de vie, mais comme un déni de tous les droits fondamentaux dont doit jouir tout individu.

La vie dans un bidonville est un problème de pauvreté, d'identité, d'insertion sociale et de fragilité économique, qui se caractérise selon les jeunes interviewés par :

- Un manque d'assurance d'un logement salubre, digne et sécurisé ;
- Un manque de ressources matérielles, les jeunes appartiennent en général à des familles dont les revenus sont très faibles, par conséquent leurs besoins élémentaires et leurs accomplissements personnels ne sont souvent pas satisfaits ;
- Manque de sécurité: violence, délinquance et agression. Même si les jeunes ont affirmé que le taux de criminalité dans leur quartier est dérisoire par rapport à d'autres bidonville de la ville de Casablanca. Ceci est dû principalement à son isolement géographique et à ses caractéristiques rurales. Ils constatent que les jeunes s'adonnent de plus en plus aux drogues ;
- Manque d'équipement et de services de base, ou accessibilité discriminatoire à ces services quand ils existent ;<sup>3</sup>
- Difficulté au quotidien : la bataille pour l'eau, les canicules d'été, la perméabilité des barques pendant l'hiver, et l'insalubrité de l'environnement marquent à jamais leurs vécus ;
- Sentiment d'infériorité par rapport aux jeunes résidants dans le vari « Urbain », celui-ci s'accroît davantage dans l'enseignement et sur les lieux de travail ;
- L'estime de soi et le respect de soi est aussi un problème. Ainsi plusieurs jeunes déclarent être exclus du travail, de l'éducation, de l'insertion et de la promotion sociale à cause des adresses qui figurent sur leur carte d'identités.

Les jeunes décrivent leur situation comme étant un processus d'exclusion, de vulnérabilisations et de stigmatisation. Les plus grandes frustrations des jeunes face à cette situation portent principalement sur :

- L'ignorance et l'indifférence des décideurs à tous les niveaux à leurs égard. Les jeunes affirment qu'ils entretiennent un sentiment d'injustice à la fois envers les « Responsable du pays » et envers « les Elus » qui, d'après eux ne font rien ou pas assez pour les aider, ils se sentent laissés pour compte face à une situation complexe d'exclusion, de manque de capacités et d'opportunités ;
- Le manque de ressources à leurs dispositions, « *les jeunes membres d'un atelier de théâtre d'une association locale font leurs répétitions hebdomadaires dans la forêt, et organisent leurs réunions dans des cafés à Casablanca pour permettre aux filles d'y prendre part* » ;
- L'intolérance et les préjugés véhiculés par les médias : « *un jeune issu d'un bidonville ne peut être qu'un toxicomane, délinquant, individu en révolte ou chômeur. C'est une image choquante qui inhibe toute sorte d'interaction positive entre les jeunes bidonvillois et les autres* », affirment les interviewés ;
- Le manque de solidarité, d'organisation et de mobilisation au sein de la communauté, qui cède la place au sentiment d'individualisme ; « *Personne ne se soucie de ce qui peut arriver aux autres* », « *Ici on n'a pas l'habitude de partager le pain avec les autres* » ;
- Les jeunes sont souvent mal utilisés par les politiciens, notamment durant les périodes électorales .

---

<sup>3</sup> Quand nous avons demandé aux jeunes de dessiner leur quartier, ils ont dessiné un ensemble de baraques dispersées, entouré par une douzaine de bacs à ordures, ils ont mis au centre de leurs dessin une grande mosquée.

## **2.1 Problèmes prioritaires pour les jeunes**

Les jeunes ont identifié des problèmes/besoins majeurs tels que l'éducation, la formation, l'emploi et la participation dans la vie de leur communauté :

### *1. Problèmes liés à l'éducation*

En l'absence de données statistiques officielles concernant le taux de scolarisation des jeunes résidants dans ce bidonville, nous nous sommes contentés des chiffres avancés par le diagnostic socio-économique du bidonville et des déclarations des jeunes participants aux focus groups. Le taux d'analphabétisme est très élevé dans le bidonville, il est de l'ordre de 39%. La majorité de la population alphabète ne dépasse pas le niveau secondaire (59 %). Pour le niveau supérieur, il est de l'ordre de 1,5%.

Les jeunes affirment que l'abandon scolaire représente un des problèmes majeurs chez les jeunes âgés de plus de 15 ans, et est fréquent pendant les phases transitoires (du 1<sup>ier</sup> cycle au 2<sup>e</sup> cycle de l'enseignement fondamental et le passage au lycée). Il concerne aussi bien les filles que les garçons. L'obligation de l'éducation de base assure certes une scolarisation presque régulière des enfants et adolescents, mais elle est incapable de créer une attraction de « l'Ecole » pour les jeunes âgés de plus de 15 ans (problèmes de qualité de l'éducation, de sa relevance par rapport aux aspirations des jeunes).

Les jeunes justifient ce problème comme suit :

- Faible revenu familial, qui n'encourage pas les parents à investir dans l'éducation de leurs enfants ;
- La plupart des familles préfèrent intégrer leurs enfants dans une activité économique / rentable ;
- Faibles performances scolaires des élèves et échec scolaire ;
- Manque de soutien scolaire approprié, lié étroitement aux conditions difficiles de vie dans un bidonville et l'analphabétisme des parents.
- L'éloignement des écoles et collèges, les jeunes issue de familles « dites civiles » ne bénéficient pas de facilité et de moyens de transport pour se rendre dans les établissements scolaires, comme les enfants issue de familles « militaires » ;
- L'éducation n'est plus considérée comme moyen de promotion sociale et économique, « c'est une perte de temps et d'argent, même si les jeunes arrivent à décrocher des diplômes supérieurs, ils n'auront pas accès à l'emploi directement ».
- Les études universitaires ne sont pas rentables, les jeunes préfèrent donc suivre des formations professionnelles garantissant un accès facile à l'emploi ;
- Le mariage précoce des filles ;

Les jeunes ont cité encore des problèmes liés à l'éducation à savoir : la qualité de l'enseignement et la pénurie en matière d'équipement socioculturels (absence de maison de jeunes, absence de bibliothèque et de cybercafé, ainsi que l'absence des activités parascolaires).

### *2. Problèmes liés à l'emploi*

Le chômage est un phénomène majeur au Maroc, une réalité pour un très grand nombre de jeunes diplômés ou non diplômés, homme ou femmes à travers toutes les régions.

Le Maroc souffre d'une crise de chômage qui s'est aggravé depuis la mise en place au début des années 80 du plan d'ajustement structurel. En 2006<sup>4</sup>, le chômage a touché près de 15,5% de la population active vivant en ville. On trouve que parmi les problèmes majeurs qui ont conduit vers cette crise, l'inadéquation entre les formations dispensées et les besoins du marché du travail d'une part. et les défaillances du système éducatif et de la formation d'autre part.

---

<sup>4</sup> Chiffres clés 2006 : Haute Commissariat des Plan

Selon les jeunes du bidonville, 50% des jeunes entre 20 et 30 ans sont au chômage avec pour seule perspective celle de vivre aux dépend de leurs parents. Le chômage est plus important chez les jeunes hommes que chez les jeunes filles qui sont plus facilement intégrées dans des petits métiers d'aide domestique, et de vendeuse<sup>5</sup> par exemple.

Les emplois classiques qu'occupent généralement les jeunes issus de ce bidonville sont les suivants : porteurs à l'aéroport, gardien, marchand ambulant, journalier ou simple ouvrier dans les unités industrielles.

Les jeunes participants aux focus groups considèrent que les causes principales du chômage sont leur niveau scolaire, leurs expériences professionnelles limitées, le manque d'offre d'emploi surtout dans le secteur formel et l'inadéquation entre l'offre et les compétences disponibles, ainsi que les préjugés à l'égard de leur lieu d'appartenance.

Une des conséquences du manque d'accessibilité à l'emploi est la difficulté d'avoir un revenu régulier pour assurer leur subsistance et leur autonomie.

Les jeunes ont affirmé que le fait d'être chômeur les privent de la possibilité d'être un membre à part entière dans leurs familles « *parce que je ne contribue pas au budget du ménage, il m'est impossible d'exprimer mon point de vue ou de me prononcer sur une affaire qui concerne ma famille* » affirment un participant.

L'inoccupation des jeunes encourage aussi la délinquance juvénile. Les jeunes sont plus enclin à gagner rapidement l'argent à travers des activités illicites comme la vente et la distribution de drogue, ou l'immigration clandestine.

Les jeunes ont remarqué qu'ils manquent de capacité pour créer leur propre emploi faute d'accès aux programmes de microcrédit et de connaissance en matière d'entrepreneuriat. la plupart des participants n'ont reçu aucune formation en éducation financière.

### 3. Problèmes liés à la formation professionnelle

- Moins de 1% de jeunes résidant dans ce bidonville bénéficie d'une formation professionnelle pour plusieurs raisons:
- L'accès aux centres de formation ou qualification professionnelle nécessite un niveau scolaire minimum du 9ème fondamentale ;
- L'éloignement des établissements de formation professionnelle (les centres les plus proches se trouvent à Casablanca ou Berrchide). Selon les jeunes, les spécialités dispensées se limitent à l'infographie, le bâtiment, la fabrication industrielle, l'informatique, la comptabilité et l'hôtellerie et restauration ;
- Le désintérêt des jeunes pour la formation professionnelle du fait qu'elle nécessite au minimum 2 années de formation. Les jeunes préfèrent intégrer directement le travail dans les unités industrielles et se former sur le tas ;
- La formation professionnelle est très coûteuse et demande des ressources financières importante, que la plupart des parents ne peuvent pas assurer ;
- Les jeunes ayant accédé à la formation professionnelle ont choisi les branches suivantes : Bâtiment, hôtellerie et textile, car elles étaient plus accessibles.
- Les jeunes diplômés des instituts de formation professionnelle n'ont pas encore trouvé un emploi dans les pôles industriels de Nouaceur ou Berrchide ;
- Les jeunes considèrent que la formation professionnelle leurs permet d'acquérir des connaissances techniques importantes, mais elle ne leurs procure pas les compétences pour décrocher un emploi, l'évidence, c'est que la plupart des jeunes sont incapable de rédiger un CV, une demande d'emploi ou de se présenter correctement lors d'un entretien.

---

<sup>5</sup> Le rapport sur 50 ans de développement humain a cité l'incidence du chômage sur le genre, c'est parmi les femmes que le chômage est le plus répandu : 25,8% contre 17,4% chez les hommes

#### *4. Problèmes liés à la participation*

Les jeunes ont remarqué que le concept de « participation » est très vague, et peut être à la fois un objectif à atteindre et une méthodologie pour développer des projets et des processus à long terme. Afin de cibler ce concept, nous avons choisi de le prendre sous les angles de la participation politique et sociale, favorisant notamment « La mobilisation des jeunes pour une citoyenneté active ». La citoyenneté active est comprise dans ce contexte comme la capacité de participer activement aux affaires publiques et sociales, par n'importe quelle voie, et par toute forme de contribution ou d'organisation de la communauté.

#### **2.2. Du débat avec les jeunes en résulte ce qui suit :**

1. La participation comme elle est pratiquée actuellement, surtout par les associations « peu nombreuses dans le quartier », ou les élus locaux est considérée comme activité ponctuelle répondant aux objectifs de ces derniers en premier lieu. Selon eux, « *la participation ne signifie pas « mettre » tout le monde autour de la table pour les informer des décisions déjà prises, c'est une éducation et une culture que nous n'avons pas acquis malheureusement* » ;

2. Les jeunes marocains en général et les jeunes des bidonvilles en particulier restent instrumentalisés et n'ont servi que de force motrice lors des campagnes électorales à des politiciens insoucieux de leur devenir.

3. Les groupes de jeunes participants ne disposent pas d'un historique en matière de participation politique, ils ne connaissent que quelques noms de partis politiques, et n'ont aucune intention d'y adhérer. Ils ont faiblement participé aux derniers scrutins, et manquent d'intérêt pour participer aux prochains. Ils croient que leur participation est insignifiante puisque le processus en lui-même est corrompu.

4. La forme de participation la plus accessible aux jeunes dans le bidonville c'est la participation aux activités des associations locales, notamment les tournois de football, les pièces de théâtre, les campagnes de protection de l'environnement... Le nombre des associations étant faible, les jeunes ne bénéficient pas pleinement d'opportunités pour exercer leur participation.

5. Pour créer d'autres associations, les jeunes se confrontent aux complexités des procédures administratives, l'autorisation de Caïd et la nécessité de présenter la fiche anthropométrique ne facilitent pas les tâches.

Quelques jeunes membres des associations critiquent largement le mode de fonctionnement de celles-ci et leur impact sur la participation, ils ont mis l'accent sur les aspects suivants : Manque de communication interne, absence de pratique de démocratie interne, manque de condition favorisant la participation des jeunes filles, faiblesse organisationnelle et programmatique, manque de ressources financières, dominance d'esprit de loyauté et de soumission au président de l'association, le népotisme et le clientélisme dans l'accès aux subventions accordées par les autorités locales ou le conseil municipales.

D'autres participants ont montré un bon niveau de satisfaction en ce qui concerne leur participation et leur implication dans les associations lors de l'organisation de certaines activités. Certains parmi eux disent, que même s'ils ne sont pas membres du bureau exécutif, ils participent effectivement à la gestion de l'association et au processus de prise de décision. Mais il semble que l'implication des jeunes au niveau de la conception des projets et de la planification des activités reste un objectif à atteindre.

### **2.3. Les associations locales et les jeunes**

Sur les quatre communes de la province on peut recenser une vingtaine d'associations actives, tous domaines confondus. Il est vrai que les chiffres sont à revoir à la baisse si l'on exclut les associations sportives, et à la hausse si on considère les associations qui se créent quotidiennement en parallèle de l'INDH.

La typologie des associations de la province de Nouaceur pourrait être déterminée de manière suivante :

Domaine d'intervention	Nombre d'associations
Socioéducatif	4
Socio sportif	12
Développement social	2
Environnement	1
Handicap	1
Total	20

8 associations sont actives au niveau de la commune de Nouaceur, à savoir : Association Ennakhil, association Ajjal , association Ittihad Nouacer, association Chabab Nouacer, association El Majd, association des parents des élèves de l'école Dakhla , association des parents des élèves du lycée Allal ben Abdallâh, association des parents des élèves de l'école Matar Nouacer.

3 associations d'animation culturelles et sportives sont actives dans le bidonville Ennakhil, leurs champs d'intervention se limitent aux activités d'animation culturelle et sportives des enfants et des jeunes.

Les acteurs sociaux sont en émergence, la plupart des associations sont en phase de constitution et de définition de leur mission. Le manque de compétence et de savoir-faire limite leur champ d'intervention au domaine culturel et sportif et réduit leur population aux enfants et aux jeunes.

Leur organisation demeure traditionnelle, leurs activités sont basées sur le bénévolat, leur gestion manque d'institutionnalisation et leurs ressources financières se limitent aux cotisations des membres et aux subventions des collectivités locales, pour certaines.

Toutefois, une volonté est ressentie au sein d'une partie de ces associations, notamment celles dites « de quartiers » qui ont le potentiel de se développer, du fait de leur richesse en ressources humaines et leur volonté d'apprendre et d'agir. En effet, les associations sont en train de demander de plus en plus de formation et de soutien technique pour l'élaboration d'une nouvelle stratégie d'intervention dans le domaine socioéconomique et l'élaboration des projets de développement humain durable.

### **2.4. Nature et fréquence des relations entre les associations et les jeunes**

Généralement les personnes présentes à la table ronde ont qualifié la nature des relations entre les associations, cadres associatifs et les jeunes de très bonnes. Certains parmi eux sont allés jusqu'à les qualifier de « fraternelles ».

Quand à la fréquence des relations, cela varie entre les adhérents, qui viennent aux activités, réunions, et entraînements et les autres bénéficiaires qui participent aux activités dont ils profitent occasionnellement.

Le fait que les trois associations soit formées de jeunes, et s'adressent à un public jeune, elles se présentent en tant que « représentant légitimes » des jeunes dans le bidonville et croient qu'elles sont mieux placées pour plaider en faveur des intérêts des jeunes.

La mobilisation des jeunes autour des valeurs de la participation et de citoyenneté et de la démocratie s'est avérée très pertinente pour les trois associations, mais elles considèrent qu'elles n'ont pas la capacité ni les moyens de développer des actions appropriées en la matière dans l'immédiat. Les associations sont encore dans un esprit caritatif (vouloir faire du bien, répondre aux besoins des populations cibles).

### **3. Recommandation générale**

Cette section met en évidence les principales recommandations qui devraient être prises en compte lors de l'élaboration des activités dans le bidonville :

1. Il faut commencer par les priorités des jeunes : les jeunes soulignent la nécessité d'une approche transversale qui mette l'accent sur des activités de renforcement personnel, la sécurité économique et l'amélioration de l'accès à l'éducation et à la formation.
2. Il est essentiel que les instances de prise de décision locales ainsi que les structures sociales soient sensibilisées à la réalité des jeunes vulnérables et les traitent avec priorité. L'idéal ne serait pas de créer des nouvelles structures, mais d'améliorer les services existants et de créer des initiatives ou alternatives qui répondent aux besoins spécifiques de ces jeunes.
3. Les jeunes sont très sensibles à la pauvreté et sont confrontés à des défis d'entrée sur le marché de l'emploi, en plus de la forte demande en main-d'œuvre, les jeunes des bidonvilles devraient disposer des compétences professionnelles concurrentielles et d'éducation et de formation de base technique et soft.
4. Le rôle des associations est essentiel dans l'accompagnement des jeunes, ces associations requièrent des capacités technique et programmatique importante ainsi que l'accès au financement.